

Table des matières

LIVRE I. DÉFINITIONS

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	1
LIVRE I ^{er} . – Définitions	2
TITRE I ^{er} . – Définitions générales	2
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	3

LIVRE II. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	5
LIVRE II. – Principes généraux	5
TITRE I ^{er} . – Champ d'application	5
TITRE II. – Objectifs	5
TITRE III. – Liberté d'entreprendre	6

LIVRE III. LIBERTÉ D'ÉTABLISSEMENT, DE PRESTATION DE SERVICE ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES ENTREPRISES

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	7
LIVRE I ^{er} . – Définitions	8
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	8
LIVRE III. – Liberté d'établissement, de prestation de service et obligations générales des entreprises	10
TITRE I ^{er} . – Liberté d'établissement et de prestation de service	10
TITRE II. – Banque-carrefour des entreprises et guichets d'entreprises agréés	14
TITRE III. – Obligations générales des entreprises	26

Textes complémentaires

26 OCTOBRE 2012. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne – Version consolidée	33
--	----

LIVRE IV. PROTECTION DE LA CONCURRENCE

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	37
LIVRE I ^{er} . – Définitions	38
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	38
LIVRE IV. – Protection de la concurrence	38
TITRE I ^{er} . – Règles de concurrence	38
TITRE II. – Application du droit de la concurrence	43

Textes complémentaires

Pratiques restrictives

26 OCTOBRE 2012. – TRAITÉ sur le fonctionnement de l'Union européenne – Version consolidée	64
4 SEPTEMBRE 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au paiement et au recouvrement des amendes administratives et astreintes prévues dans le Livre IV du Code de droit économique.	65
30 AOÛT 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux procédures en matière de protection de la concurrence.	65
22 MARS 2016. – LIGNES DIRECTRICES sur la clémence de l'Autorité belge de la concurrence	69
26 AOÛT 2014. – LIGNES DIRECTRICES concernant le calcul des amendes pour les entreprises et associations d'entreprises prévu à l'article IV.70, § 1, premier alinéa C.D.E. pour infractions aux articles IV.1, § 1 et/ou IV.2 C.D.E., ou aux articles 101 et/ou 102 T.F.U.E.	78
1 ^{ER} SEPTEMBRE 2006. – COMMUNICATION DE LA COMMISSION – Lignes directrices pour le calcul des amendes infligées en application de l'article 23, paragraphe 2, sous <i>a</i>), du règlement (CE) n° 1/2003 (texte présentant de l'intérêt pour l'E.E.E.)	80
17 DÉCEMBRE 2013. – AVIS – Autorité belge de la Concurrence – Lignes directrices de l'Autorité belge de la concurrence dans le cadre des procédures de perquisition	83

Concentrations

Dispositions nationales

30 AOÛT 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la notification des concentrations d'entreprises visée à l'article IV.10 du Code de droit économique inséré par les lois du 3 avril 2013.	87
8 JUIN 2007. – COMMUNICATION – Règles spécifiques d'une notification simplifiée de concentrations – Approuvé par l'assemblée générale du conseil de la concurrence le 8 juin 2007	99
30 AOÛT 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux procédures en matière de protection de la concurrence.	111
4 SEPTEMBRE 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au paiement et au recouvrement des amendes administratives et astreintes prévues dans le Livre IV du Code de droit économique.	112

Dispositions européennes

20 JANVIER 2004. – RÈGLEMENT (CE) N ^o 139/2004 DU CONSEIL relatif au contrôle des concentrations entre entreprises («le règlement CE sur les concentrations»)	113
21 FÉVRIER 2009. – COMMUNICATION CONSOLIDÉE sur la compétence de la Commission en vertu du règlement (CE) n ^o 139/2004 du Conseil relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises.	115

Autorité Belge de la Concurrence

16 DÉCEMBRE 2002. – RÈGLEMENT (CE) N ^o 1/2003 DU CONSEIL relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité	116
--	-----

Action en dommages et intérêts fondée sur une violation du droit de la concurrence

26 NOVEMBRE 2014. – DIRECTIVE 2014/104/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'Union européenne.	127
--	-----

LIVRE V. LA CONCURRENCE ET LES ÉVOLUTIONS DE PRIX**Code de droit économique**

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	137
LIVRE I ^{er} . – Définitions	137
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	137
LIVRE V. – La concurrence et les évolutions de prix	138
TITRE 1 ^{er} . – Dispositions générales	138
TITRE II. – De la fixation des prix des médicaments et assimilés	140

Textes complémentaires

3 AVRIL 2013. – LOI portant insertion du livre IV «Protection de la concurrence» et du livre V «La concurrence et les évolutions de prix» dans le Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre IV et au livre V et des dispositions d'application de la loi propres au livre IV et au livre V, dans le livre I ^{er} du Code de droit économique.	143
---	-----

LIVRE VI. PRATIQUES DU MARCHÉ ET PROTECTION DU CONSO MMATEUR

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	145
LIVRE I ^{er} . – Définitions	146
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	146
LIVRE VI. – Pratiques du marché et protection du consommateur	148
TITRE I ^{er} . – Principes généraux	148
TITRE II. – Information du marché	149
TITRE III. – Des contrats avec les consommateurs	155
TITRE IV. – Pratiques interdites	172
TITRE V. – Accords collectifs de consommation	179
TITRE VI. – Dispositions particulières en matière de dénominations enregistrées	180
TITRE VII. – Dispositions finales	181

Textes complémentaires

Garanties

21 MARS 1804 (30 VENTÔSE AN XII). – CODE CIVIL	183
--	-----

Indication des prix

30 JUIN 1996. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indication du prix des produits et des services et au bon de commande	187
--	-----

Services financiers

23 MARS 2014. – ARRÊTÉ ROYAL visant à prendre des dispositions particulières et à déroger à l'application de certaines dispositions du livre VI du Code de droit économique pour certaines catégories de services financiers	191
--	-----

Recouvrement amiable

20 DÉCEMBRE 2002. – LOI relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur	192
---	-----

Assurances

4 AVRIL 2014. – LOI relative aux assurances	197
---	-----

Construction et multipropriété

9 JUILLET 1971. – LOI (DITE LOI BREYNE) réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction	253
28 AOÛT 2011. – LOI relative à la protection des consommateurs en matière de contrats d'utilisation de biens à temps partagé, de produits de vacances à long terme, de revente et d'échange	255

Voyages

16 FÉVRIER 1994. – LOI régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages	262
--	-----

Transport aérien

11 FÉVRIER 2004. – RÈGLEMENT (CE) N° 261/2004 DU PARLEMENT ET DU CONSEIL établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol, et abrogeant le règlement (CEE) n° 295/91	270
---	-----

Énergie

29 AVRIL 1999. – LOI relative à l'organisation du marché de l'électricité.	275
16 OCTOBRE 2013. – ACCORD – «Le consommateur dans le marché libéralisé de l'électricité et du gaz».	276

Télécommunications

13 JUIN 2005. – LOI relative aux communications électroniques	291
15 MAI 2007. – LOI relative à la protection des consommateurs en ce qui concerne les services de radiotransmission et de radiodistribution	329
30 JUILLET 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'interdiction de mise sur le marché de téléphones mobiles spécifiquement conçus pour les jeunes enfants	336
30 JUILLET 2013. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la disponibilité d'informations à l'attention des consommateurs concernant le débit d'absorption spécifique de téléphones mobiles et à la publicité pour les téléphones mobiles	336

Denrées alimentaires

25 OCTOBRE 2011. – RÈGLEMENT (U.E.) N° 1169/2011 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, modifiant les règlements (C.E.) n° 1924/2006 et (CE) n° 1925/2006 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 87/250/CEE de la Commission, la directive 90/496/CEE du Conseil, la directive 1999/10/CE de la Commission, la directive 2000/13/CE du Parlement européen et du Conseil, les directives 2002/67/CE et 2008/5/CE de la Commission et le règlement (C.E.) n° 608/2004 de la Commission	338
---	-----

Véhicules automobiles neufs

9 JUILLET 2000. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux informations essentielles et aux conditions générales de vente devant figurer sur le bon de commande des véhicules automobiles neufs	372
---	-----

LIVRE VII. SERVICES DE PAIEMENT ET DE CRÉDIT

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	377
LIVRE I ^{er} . – Définitions	380
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	380
LIVRE VII. – Services de paiement et de crédit	392
TITRE I ^{er} . – Principes généraux	392
TITRE II. – Champ d'application	393
TITRE III. – Les services de paiement	396
TITRE IV. – Des contrats de crédit	412
TITRE V. – Des sanctions civiles	489
TITRE VI. – Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation	494
TITRE VII. – Dispositions finales	495
ANNEXE I	496
ANNEXE II	500
ANNEXE III	503

Textes complémentaires

Généralités

19 AVRIL 2014. – LOI portant insertion du livre VII «Services de paiement et de crédit» dans le Code de droit économique, portant insertion des définitions propres au livre VII et des peines relatives aux infractions au livre VII, dans les livres I ^{er} et XV du Code de droit économique, et portant diverses autres dispositions ..	513
19 AVRIL 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre VII «Services de paiement et de crédit» dans le Code de droit économique, portant insertion des définitions propres au livre VII et des peines relatives aux infractions au livre VII, dans les livres I ^{er} et XV du Code de droit économique et portant diverses autres dispositions, et de la loi du 19 avril 2014 organisant les recours contre certaines décisions de la F.S.M.A. prises par application du livre VII ou du livre XV du Code de droit économique et modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers	515

Services de paiement

23 MARS 1995. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indication des tarifs des services financiers homogènes	517
7 SEPTEMBRE 2003. – ARRÊTÉ ROYAL portant certaines mesures d'exécution de la loi du 24 mars 2003 instaurant un service bancaire de base	522
5 DÉCEMBRE 2010. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 10 décembre 2009 relative aux services de paiement	523
25 NOVEMBRE 2015. – DIRECTIVE (UE) N ^O 2015/2366 DU PARLEMENT ET DU CONSEIL concernant les services de paiement dans le marché intérieur, modifiant les directives 2002/65/CE, 2009/110/CE et 2013/36/UE et le règlement (U.E.) n ^O 1093/2010, et abrogeant la directive 2007/64/CE	523

Crédits

14 SEPTEMBRE 2016. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement des contrats de crédit soumis à l'application du livre VII du Code de droit économique et à la fixation des indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires et de crédits à la consommation y assimilés.	577
---	-----

Crédits à la consommation

4 AOÛT 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux coûts, aux taux, à la durée et aux modalités de remboursement du crédit à la consommation	584
4 AOÛT 1992. – ARRÊTÉ ROYAL réglant l'échelonnement de la commission pour l'intervention des intermédiaires en matière de crédit à la consommation	589
20 NOVEMBRE 1992. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au traitement des données à caractère personnel en matière de crédit à la consommation	590
27 AVRIL 1993. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation	592
23 OCTOBRE 2015. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la mise en œuvre, en ce qui concerne les prêteurs sociaux et les employeurs, de l'article VII.3, § 4, du Code de droit économique	593

Crédits hypothécaires

11 JANVIER 1993. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires	594
---	-----

Centrale des crédits aux particuliers

7 JUILLET 2002. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant la Centrale des crédits aux particuliers	595
18 NOVEMBRE 2004. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au règlement transactionnel des infractions à la loi du 10 août 2001 relative à la centrale des crédits aux particuliers.	599
22 AVRIL 1999. – ARRÊTÉ ROYAL réglementant l'enregistrement des avis de règlement collectif de dettes par la Banque nationale de Belgique et leur consultation par les personnes visées à l'article 19, § 2, de la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement collectif de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis	600

LIVRE VIII. QUALITÉ DES PRODUITS ET DES SERVICES

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	603
LIVRE I ^{er} . – Définitions	604
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	604
LIVRE VIII. – Qualité des produits et des services	605
TITRE I ^{er} . – Normalisation	605
TITRE II. – Accréditation des organismes d'évaluation de la conformité.	607
TITRE III. – Unités, étalons et instruments de mesure	608
TITRE IV. – Conformité	612

LIVRE IX. SÉCURITÉ DES PRODUITS ET DES SERVICES

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	613
LIVRE I ^{er} . – Définitions	613
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	613
LIVRE IX. – Sécurité des produits et des services	615

LIVRE X. CONTRATS D'AGENCE COMMERCIALE, CONTRATS DE COOPÉRATION COMMERCIALE ET CONCESSIONS DE VENTE

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	619
LIVRE I ^{er} . – Définitions	619
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	619
LIVRE X. – Contrats d'agence commerciale, contrats de coopération commerciale et concessions de vente	620
TITRE I ^{er} . – Contrats d'agence commerciale	620
TITRE II. – Information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial	624
TITRE III. – Résiliation unilatérale des concessions de vente exclusive à durée indéterminée	626

LIVRE XI. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	629
LIVRE I ^{er} . – Définitions	631
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	631
LIVRE XI. – Propriété intellectuelle	633
TITRE I ^{er} . – Brevets d'invention	633
TITRE II. – Certificats complémentaires de protection	657
TITRE III. – Droit d'obtenteur	659
TITRE IV. – Marques et dessins ou modèles	672
TITRE V. – Droit d'auteur et droits voisins	672
TITRE VI. – Programmes d'ordinateur	714
TITRE VII. – Bases de données	715
TITRE VII/1. – La rémunération des éditeurs pour les reproductions sur papier de leurs éditions sur papier	718
TITRE VIII. – Topographie des produits semi-conducteurs	719
TITRE IX. – Aspects civils de la protection des droits de propriété intellectuelle	720
TITRE X. – Aspects judiciaires de la protection des droits de propriété intellectuelle	722

Textes complémentaires

Généralités

15 AVRIL 1994. – ACCORD sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC), reproduit à l'Annexe 1 C de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, signé à Marrakech, au Maroc (ADPIC/TRIPs)	725
12 JUIN 2013. – RÈGLEMENT (U.E.) N° 608/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle et abrogeant le règlement (CE) n° 1383/2003 du Conseil.	745

Brevets

5 OCTOBRE 1973. – CONVENTION sur la délivrance de brevets européens (Convention sur le brevet européen) faite à Munich, approuvée par la loi du 8 juillet 1977 (Version 2013) – telle que révisée par l'acte portant révision de l'article 63 de la C.B.E. du 17 décembre 1991 et l'acte portant révision de la C.B.E. du 29 novembre 2000	760
17 DÉCEMBRE 2012. – RÈGLEMENT (U.E.) N° 1257/2012 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet	800
19 FÉVRIER 2013. – ACCORD relatif à une juridiction unifiée du brevet et statuts de la juridiction	803
19 FÉVRIER 2013. – ACCORD relatif à une juridiction unifiée du brevet.	819

Dessins et modèles

12 DÉCEMBRE 2001. – RÈGLEMENT (CE) N° 6/2002 DU CONSEIL sur les dessins ou modèles communautaires	846
25 FÉVRIER 2005. – CONVENTION BENELUX en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles)	866

Marques

25 FÉVRIER 2005. – CONVENTION BENELUX en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles)	886
26 FÉVRIER 2009. – RÈGLEMENT (C.E.) N° 207/2009 DU CONSEIL DE LA COMMISSION EUROPÉENNE sur la marque de l'Union européenne (version codifiée)	886

LIVRE XII. DROIT DE L'ÉCONOMIE ÉLECTRONIQUE

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	931
LIVRE I ^{er} . – Définitions	932
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	932
LIVRE XII. – Droit de l'économie électronique	933
TITRE I ^{er} . – Certains aspects juridiques de la société de l'information	933
TITRE II. – Certaines règles relatives au cadre juridique pour les services de confiance	938

Textes complémentaires

8 DÉCEMBRE 1992. – LOI relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel	943
4 AVRIL 2003. – ARRÊTÉ ROYAL visant à réglementer l'envoi de publicités par courrier électronique	956
13 JUIN 2005. – LOI relative aux communications électroniques	957
4 AVRIL 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'entrée en vigueur de certains livres du Code de droit économique	957

LIVRE XIII. CONCERTATION

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	959
LIVRE XIII. – Concertation	959
TITRE I ^{er} . – Conseil central de l'économie	959
TITRE II. – Commissions consultatives spéciales	961

LIVRE XIV. PRATIQUES DU MARCHÉ ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR RELATIVES AUX PROFESSIONS LIBÉRALES

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	965
LIVRE I ^{er} . – Définitions	966
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	966
LIVRE XIV. – Pratiques du marché et protection du consommateur relatives aux professions libérales	968
TITRE I ^{er} . – Principes généraux	968
TITRE II. – Information au consommateur	969
TITRE III. – Des contrats avec les consommateurs	972
TITRE IV. – Pratiques interdites	984
TITRE V. – Dispositions finales	990

LIVRE XV. APPLICATION DE LA LOI

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	991
LIVRE I ^{er} . – Définitions	993
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	993

LIVRE XV. – Application de la loi	993
TITRE I ^{er} . – L'exercice de la surveillance et la recherche et la constatation des infractions	993
TITRE II. – L'application administrative	1010
TITRE III. – L'application pénale du présent Code et de ses arrêtés d'exécution	1018

Textes complémentaires

Code pénal

8 JUIN 1867. – CODE PÉNAL	1029
---------------------------------	------

Autres dispositions

2 AOÛT 2002. – LOI relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers	1054
---	------

LIVRE XVI. RÈGLEMENT EXTRAJUDICIAIRE DES LITIGES DE CONSOMMATION

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	1073
LIVRE I ^{er} . – Définitions	1074
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	1074
LIVRE XVI. – Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation	1074
TITRE I ^{er} . – Disposition générale	1074
TITRE II. – Le traitement des plaintes par les entreprises	1074
TITRE III. – Le service de médiation pour le consommateur	1075
TITRE IV. – Les entités de règlement extrajudiciaire des litiges de consommation qualifiées	1078

Textes complémentaires

Généralités

21 MAI 2013. – RÈGLEMENT (U.E.) n° 524/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif au règlement en ligne des litiges de consommation et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 et la directive 2009/22/CE (règlement relatif au R.L.L.C.)	1081
4 AVRIL 2014. – LOI portant insertion du livre XVI, «Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation» dans le Code de droit économique	1089
10 AVRIL 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'entrée en vigueur de la loi du 4 avril 2014 portant insertion du livre XVI, «Règlement extrajudiciaire des litiges de consommation» dans le Code de droit économique ..	1095
16 FÉVRIER 2015. – ARRÊTÉ ROYAL précisant les conditions auxquelles doit répondre l'entité qualifiée visée au livre XVI du Code de droit économique	1096

Télécommunications et secteur postal

21 MARS 1991. – LOI portant réforme de certaines entreprises publiques économiques	1099
--	------

Transports aériens et voyageurs ferroviaires

28 AVRIL 2010. – LOI portant des dispositions diverses	1107
--	------

Énergie

29 AVRIL 1999. – LOI relative à l'organisation du marché de l'électricité	1112
18 JANVIER 2008. – ARRÊTÉ ROYAL relatif au service de médiation pour l'énergie	1115

Services financiers

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	1117
---	------

Assurances

4 AVRIL 2014. – LOI relative aux assurances	1118
---	------

LIVRE XVII. PROCÉDURES JURIDICTIONNELLES PARTICULIÈRES

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	1121
LIVRE I ^{er} . – Définitions	1122
TITRE II. – Définitions propres à certains livres	1122
LIVRE XVII. – Procédures juridictionnelles particulières	1122
TITRE I ^{er} . – De l'action en cessation	1122
TITRE II. – L'action en réparation collective	1130

Textes complémentaires

11 JUIN 2013. – RECOMMANDATION DE LA COMMISSION relative à des principes communs applicables aux mécanismes de recours collectif en cessation et en réparation dans les États membres en cas de violation de droits conférés par le droit de l'Union (2013/396/UE)	1139
10 OCTOBRE 1967. – CODE JUDICIAIRE	1143
28 MARS 2014. – LOI portant insertion d'un titre II «De l'action en réparation collective» au livre XVII «Procédures juridictionnelles particulières» du Code de droit économique et portant insertion des définitions propres au livre XVII dans le livre I ^{er} du Code de droit économique	1144
4 AVRIL 2014. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'entrée en vigueur de certains livres du Code de droit économique	1144
9 OCTOBRE 2014. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant agrément d'une association dans le cadre d'une action en réparation collective	1144
21 OCTOBRE 2015. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant agrément d'une association dans le cadre d'une action en réparation collective	1145

LIVRE XVIII. INSTRUMENTS DE GESTION DE CRISE

Code de droit économique

28 FÉVRIER 2013. – CODE DE DROIT ÉCONOMIQUE	1147
LIVRE XVIII. – Instruments de gestion de crise	1147
TITRE I ^{er} . – De la réglementation en temps de crise	1147
TITRE II. – De la réquisition en temps de crise	1148
TITRE III. – Dispositions communes	1148